



Communiqué

Sondage Léger à propos de l'éducation

Le prochain gouvernement ne pourra plus faire la sourde oreille aux solutions des profs

Montréal, 18 septembre 2018 – Près de neuf Québécoises et Québécois sur dix (88 %) font confiance aux enseignantes et enseignants de l'école publique, ainsi qu'aux solutions qu'ils mettent de l'avant, selon un sondage Léger réalisé du 7 au 10 septembre 2018 et commandé par la FAE, qui représente plus de 38 000 enseignantes et enseignants du Québec.

« Ce sondage est sans équivoque : le prochain gouvernement ne pourra plus faire la sourde oreille aux solutions des enseignantes et enseignants. Les Québécoises et Québécois sont très favorables aux propositions des profs, non seulement celles qui concernent la classe, mais aussi celles en matière de financement des écoles publiques. Ils jugent aussi très sévèrement le bilan du gouvernement actuel en matière d'éducation et reconnaissent les difficultés que vivent les enseignantes et enseignants », souligne Sylvain Mallette, président de la FAE.

En effet, à peine 16 % de la population québécoise est totalement d'accord avec le fait que l'éducation représente la priorité du gouvernement actuel. Par ailleurs, seulement 36 % des personnes répondantes sont d'accord avec le fait que l'école publique offre de meilleurs services de soutien pour les élèves en difficulté que l'école privée, alors qu'elle doit accueillir tous les élèves sans discrimination. Ce n'est sûrement pas étranger, comme l'a souligné l'économiste Jean-Michel Cousineau au printemps dernier, au fait que le gouvernement de Philippe Couillard a amputé le réseau des écoles publiques de près de 1,5 milliard de dollars, de 2010 à 2016, et a coupé des centaines de postes de professionnels et de personnel de soutien dans le réseau des écoles publiques québécoises.

« Les choix budgétaires effectués par le gouvernement ont eu pour effet de priver des milliers d'élèves, particulièrement les plus vulnérables, de services et de ressources. Les compressions massives ont non seulement marqué ces élèves, et, de toute évidence, elles ont aussi marqué durablement la conscience de la population québécoise », poursuit M. Mallette.

La classe, le cœur de l'école

Questionnée sur les mesures à mettre en place pour améliorer les conditions d'apprentissage des élèves, ainsi que les conditions d'exercice des enseignantes et enseignants, la population québécoise adhère très fortement à plusieurs des propositions avancées par la FAE. En effet, 89 % des personnes sondées croient qu'il faut mettre en place davantage de classes spécialisées pour les enfants ayant des troubles graves d'apprentissage ou de comportement. Aussi, 86 % estiment que les enseignantes et enseignants du Québec devraient être plus valorisés et reconnus comme les experts dans la classe. Face à la tâche enseignante de plus en plus lourde, 87 % des personnes répondantes estiment qu'il faut libérer les profs des tâches administratives pour qu'ils puissent se consacrer à l'enseignement.

« Ce sondage témoigne d'une grande écoute, mais aussi d'une grande empathie de la population québécoise envers les profs et leurs élèves. Les Québécoises et Québécois reconnaissent que l'intégration des élèves ayant des troubles graves d'apprentissage ou de comportement en classe ordinaire est allée trop loin. Le chef du Parti libéral du Québec, monsieur Philippe Couillard, a beau remettre en question le jugement des enseignantes et enseignants, selon qui les élèves en difficulté dans le réseau scolaire sont jusqu'à deux fois plus nombreux que ce que prétend le ministère de l'Éducation, la réalité démontre que la situation ne peut durer plus longtemps. La détresse psychologique et l'épuisement professionnel sont des phénomènes bien réels et prennent de l'ampleur », pointe M. Mallette.

Financement de l'école publique

Par ailleurs, 88 % des personnes répondantes sont d'accord avec l'idée que, peu importe le gouvernement en place, il devrait garantir un financement stable, régulier, continu et prévisible aux écoles publiques, afin qu'elles puissent remplir leur mission, tout comme l'a proposé la FAE lors de la présentation du dernier budget provincial avec sa campagne Édu-choco. De plus, 61 % des personnes répondantes estiment que l'école privée mène une concurrence déloyale à l'école publique parce qu'elle sélectionne ses élèves ou en rejette en cours d'année. Près de six Québécoises et Québécois sur dix (58 %) croient que le gouvernement devrait mettre fin graduellement au financement public des écoles privées.

« Un financement stable des écoles publiques ne suffit pas. Il faut mettre fin au financement public des écoles privées. Agir autrement, c'est faire preuve, au mieux, d'aveuglement volontaire et au pire, faire la démonstration d'un manque flagrant de courage politique », déclare M. Mallette.

Le décrochage scolaire, la grande priorité

Enfin, alors que la campagne électorale bat son plein, la FAE était curieuse de connaître les priorités des Québécoises et des Québécois en matière d'éducation. Le décrochage scolaire (44 %), la rénovation des écoles (39 %) et la gratuité scolaire, du préscolaire à l'université (31 %), trônent au sommet de leurs priorités en matière d'éducation. Faire passer la fréquentation scolaire obligatoire de 16 à 18 ans et réformer la taxe scolaire sont des mesures qui ont été identifiées comme prioritaires respectivement par 16 % et 13 % des personnes répondantes.

« Les réformes qui ont été mises en place depuis une vingtaine d'années n'ont pas permis, malgré les promesses faites, de lutter efficacement contre le décrochage scolaire. Pire, les profs et leurs élèves ont été les grandes victimes de ces réformes venues d'en haut. Et si le gouvernement, pour une fois, écoutait les profs, ainsi que leurs représentantes et représentants? L'expertise que nous détenons s'appuie sur la pratique quotidienne auprès des élèves jeunes et adultes. Une expertise qui est reconnue par la population québécoise, mais qui continue d'être niée par les gouvernements qui se succèdent. Les profs exigent d'être entendus et respectés », de conclure le président de la FAE.

Méthodologie

Ce sondage Léger a été réalisé auprès d'un échantillon de 1038 résidents de la province de Québec, âgées et âgés de 18 ans ou plus et pouvant s'exprimer en français ou en anglais.

La FAE regroupe huit syndicats qui représentent près de 38 000 enseignantes et enseignants du préscolaire, du primaire, du secondaire, de l'enseignement en milieu carcéral, de la formation professionnelle, de l'éducation des adultes et le personnel scolaire des écoles Peter Hall et du Centre académique Fournier, ainsi qu'un millier de membres de l'Association de personnes retraitées de la FAE (APRFAE).